

9 janvier 2006

Grève du transport en commun à New York

Avant Noël, le transport public de New-York était paralysé par une grève illégale durant trois jours. Sous les pressions de toutes parts, dont la direction de la centrale syndicale à laquelle appartenait le syndicat en grève, malgré la sympathie du public, les résultats immédiats ont été mitigés. Reste qu'ils ont osé comme avant eux et elles les enseignantes et enseignants de la la Colombie britannique l'avaient fait dans des circonstances très similaires. Ces courageux geste de défi gardent allumée la flamme de l'espoir. Par contre, la capitulation des centrales syndicales québécoises devant la loi spéciale, si elle se confirme, est source de désespoir et donc prépare le terrain à une offensive de privatisation en commençant par le secteur de la santé.

Marc Bonhomme

ÉTATS-UNIS

Grève à New York

Le 20 décembre dernier, les salariés des transports en commun de New York se sont mis en grève contre le relèvement de l'âge de départ à la retraite. Pendant trois jours, la ville a été paralysée, malgré les menaces d'amendes et d'emprisonnement.

« New-Yorkais, c'est une lutte pour savoir si un travail difficile sera récompensé par une retraite décente. C'est une lutte contre l'érosion et la disparition à terme d'une couverture maladie décente pour les travailleurs de New York », s'exclame Roger Toussaint, président du TWU Local 100, syndicat de transport new-yorkais condamné à payer un million de dollars par jour d'arrêt de travail.

Le système de transports en commun de New York est l'un des plus importants au monde. Et lorsqu'il s'arrête, cela se voit ! Pour la première fois depuis 25 ans, c'est arrivé. Les 33 000 travailleurs de l'Autorité des transports métropolitains (MTA) affiliés au TWU ont arrêté le travail pour la négociation de leur contrat qui arrivait à échéance à la fin de l'année.

Cette grève est surtout le résultat d'années d'humiliations des employés par le management (près d'un travailleur sur deux a fait l'objet d'une mesure disciplinaire en 2004), de baisse du pouvoir d'achat, de diminution de la qualité et de l'étendue de la couverture maladie et d'attaques sur les retraites. Le dernier contrat proposé par la direction prévoyait notamment que l'âge de départ à la retraite des nouveaux employés serait reculé de sept ans (de 55 à 62 ans).

Pendant trois jours, du 20 au 23 décembre, aucun métro ni bus ne fonctionnait, malgré les pressions énormes de la presse, du maire millionnaire Bloomberg, du gouverneur de l'État et des juges. Les grèves du service public sont illégales dans l'État de New York, et les grévistes doivent payer deux jours de salaires par jour de grève et les dirigeants syndicaux sont susceptibles d'être arrêtés.

Les médias dominants ont eu cependant du mal à trouver des citoyens ordinaires opposés aux grévistes. La plupart des travailleurs soutenaient la grève en demandant au maire et à la MTA d'accepter les demandes du syndicat.

Cependant, la pression a été suffisante pour faire cesser la grève avant l'obtention d'un vrai contrat. Celui-ci a été négocié le 27 décembre. La MTA a abandonné son plan sur les retraites et a concédé des augmentations de salaires. Elle a cependant obtenu du syndicat que les travailleurs paient une partie de leur sécurité sociale. C'est malheureusement une concession importante.

Malgré tout, cette grève semble marquer un tournant dans les relations de classe aux États-Unis. Il était temps, après une décennie de défaites, que la classe ouvrière reprenne l'initiative. Cette grève survient juste après celle des transports en commun de Philadelphie. Elle montre que la plupart des travailleurs sont à l'offensive contre les attaques patronales. Elle montre aussi qu'ils sont prêts à braver la loi et la « justice » pour obtenir des conditions de travail décentes.

De New York, Édouard Soulier

Source : Rouge